



service de l'information (514) 598-2155
1601, de Lorimier, Montréal H2K 4M5

no 160

semaine du 7 au
13 mai 1982

nouvelles csn

**le 10 mai
dans le secteur public**

**50,000
ont manifesté**

**NON À LA
RÉOUVERTURE**

**OUI À LA
NÉGOCIATION**



agenda du mouvement

mai

- 1-2 CSN tournée pré-congrès
- 4-7 FNC congrès régulier
- 5-8 FSMMPCC congrès régulier, à Victoriaville
- 6-7 SECSN conseil syndical, à Québec
- 6-7 FTPF réunion d'équipe, à Québec
- 7-8-9 la maîtresse d'école colloque sur la pédagogie progressiste, à Montréal
- 7-8 SECSN assemblée générale spéciale, à Québec
- 8-9 CSN tournée pré-congrès
- 10 CSN bureau confédéral
- 10-11 CSN conseil confédéral, à Montréal
- 11-14 FAS conseil fédéral, à Québec
- 12-14 CSN comités pré-congrès
- 14-16 FTPF conseil fédéral, à Québec

- 23-29 CSN congrès régulier de la centrale, à Québec

juin

- 3-4 FTPF réunion d'équipe

LE PAYS S'ENFONCE DANS LE CHÔMAGE

Les derniers chiffres publiés par Statistiques-Canada sur la crise de l'emploi au Canada sont alarmants: il y avait, en avril au pays, plus de 1,233,000 chômeurs et chômeuses et dans le seul Québec, plus de 400,000, soit près du tiers de tous les chômeurs canadiens et 13% de la main d'oeuvre québécoise.

La situation est catastrophique: le chômage est en hausse, en fait, pour un 23ième mois consécutif. À ces chiffres, qui donnent une image nette de la récession économique que nous vivons, il faut ajouter les 754,000 Canadiens qui ont renoncé à se chercher un emploi, ce qui gonfle le nombre de sans-emploi connu à près de 2,000,000.

Un dernier chiffre pour en situer l'ampleur: pour chaque emploi disponible au Canada, il y a 357 chômeurs.

projets, particulièrement les sables bitumineux.

quelle voie faudrait-il prendre?

Ces projets morts suite au retrait des multinationales du pétrole, faut-il, comme le fait le fédéral, chercher d'autres méga-projets énergétiques à développer? Ne vaudrait-il pas mieux chercher à créer de l'emploi dans les régions les plus touchées par le chômage, soit le Québec et les Maritimes! Les méga-projets énergétiques procureraient de l'emploi dans les régions où le besoin est le moins pressant, l'ouest, et profitaient à la structure industrielle ontarienne (l'acier, plus particulièrement). Que le gouvernement fédéral fasse donc le même effort d'investissement pour soutenir et rénover le secteur industriel et manufacturier dans les régions faibles telles le Québec et les Maritimes.

la mort des méga-projets

Comment ne pas mettre en parallèle cette situation économique qui se dégrade et la chute des méga-projets énergétiques dans l'ouest (Alsands, Olédud de l'Alaska et autres).

Le gouvernement fédéral a, depuis quelques années, axé sa stratégie de développement économique sur le développement de ces méga-projets énergétiques. Pour ce faire, les prix du pétrole ont été augmentés afin d'assurer de meilleurs profits aux compagnies pour qu'elles puissent investir dans les méga-

un pays auto-suffisant

Évidemment, cela suppose un grand changement dans l'orientation économique du pays: il faut vouloir faire du Canada un pays auto-suffisant en produits manufacturiers et non un pays exportateur de matières premières, comme le veut la politique actuelle du gouvernement d'Ottawa.

L'économie canadienne ne profite pas aux travailleurs et aux travailleuses, des changements s'imposent. Il y a trop de chômage, le monde veut travailler.

L'équipe nouvelles csn

rédaction: Jean-Noël Bilo-deau, Jean-Anne Bouchard, Guy Ferland, Jacques Gauthier, Jean-Pierre Paré, Michel Rioux.

diffusion: André Sauvé.

secrétaire: Louise Filteau.

télécommunications: Jeanne Belzil, Bé-rangère Marchand.

photographie: archives CSN, Pierre Gauvin-Evrard, Bertrand Carrière, François Rivard, Louise de Grosbois.

collaboration: Marcel Benoît, Michel Crête, Clément Guévremont, Luc Latraverse, Édith Pariseau, Gaston Pouliot, Peter Bakvis.

nouvelles csn, organe officiel de la CSN, paraît tous les lundis à l'intention des travailleurs et des travailleuses.

Composé, monté et imprimé par les travailleurs et travailleuses de Interlitho Inc., 254 Benjamin-Hudon, Ville St-Laurent.

LES TROIS PRÉSIDENTS AUX DÉPUTÉS LIBÉRAUX À OTTAWA:

“Êtes-vous morts?”

“Si nous vous interpellons aujourd’hui, c’est parce que le principal responsable de cette situation dramatique et de ce cortège de misères, c’est précisément le gouvernement que vous représentez!”

Croire que les députés et ministres libéraux du Québec, qui étaient presque tous présents à cette rencontre avec les présidents de la FTQ, de la CEQ et de la CSN, ont accepté avec le sourire de se faire dire certaines vérités serait grandement exagéré...

“Êtes-vous conscients de ce qui se passe au Québec? Avez-vous conscience de ce que représente un taux de chômage officiel de près de 15 pour cent? Savez-vous qu’il y a plus de 500 000 Québécois et Québécoises sans emploi? Êtes-vous au courant que chaque semaine s’allonge la liste des mises à pied, des fermetures et des faillites? Savez-vous que plusieurs perdent leurs maisons à cause des taux hypothécaires? Que

des milliers sont pris à la gorge par les hausses de loyer?”, ont demandé Louis Laberge, Robert Gaulin et Norbert Rodrigue.

C’est à Ottawa, en effet, que se trouvent les principaux leviers économiques. C’est le gouvernement fédéral qui a décidé d’utiliser ces leviers, dont la Banque du Canada n’est pas le moindre, pour appliquer une politique totalement irresponsable. *“Il ne faut pas avoir les pieds sur terre pour soutenir qu’actuellement, le problème est l’inflation et non le chômage. Cessez de plagier les politiques de Reagan”*, ont déclaré les porte-parole des trois centrales.

La politique monétariste appliquée par Ottawa, tout en créant du chômage, ne combat même pas l’inflation, tout en profitant aux grandes institutions financières et aux banques.

La FTQ, la CEQ et la CSN ont par ailleurs avisé le gouvernement fédéral que les travailleurs résisteraient à tout projet qui restreindrait encore davantage l’accès à l’assurance-chômage, de même que toute coupure dans ce domaine.

“Il serait criminel de réduire l’assurance-chômage alors que ce sont vos politiques qui créent le chômage et le rendent chaque jour plus dramatique”, ont déclaré les présidents.

Se disant *“rarement éblouis par le sens de l’innovation et de la critique de la députation libérale à Ottawa”*, ils ont exigé davantage que des discours et des promesses.



Appelé à présenter la plate-forme de revendications des trois centrales, Norbert Rodrigue a mis de l’avant les cinq points suivants:

- 1) *Établissement d’une véritable stratégie industrielle.*
- 2) *Réduction sélective des taux d’intérêts.*
- 3) *Maintien et développement des programmes et des services sociaux.*
- 4) *Protection des marchés canadiens et augmentation des contenus canadiens.*
- 5) *Reconnaissance, par législation, que les compagnies fédérales sont soumises aux lois du travail des provinciales.*

Pour s’assurer que le message sera bien compris par les députés et ministres libéraux, des visites de bureaux de comtés sont organisées lundi le 18 mai.



REPORTAGE

D'abord quelques centaines par semaine

LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DE VAILLANCOURT REPRENNENT LA PRODUCTION DU PAIN

**À Québec,
quel est le pain
qui a perdu
son nom ?**



Syndicat des boulangers et pâtisseries de Québec

Les travailleurs et travailleuses de la boulangerie Vaillancourt de Québec ont décidé de reprendre en main la production du pain qui a bâti la réputation de cette boulangerie québécoise.

Mis à pied sans avis, il y a 27 mois par les nouveaux propriétaires de leur usine, le groupe financier Samson, les employés ont toujours gardé espoir de faire revivre la tradition d'un pain qui fut sur toutes les tables de la population de la région de Québec pendant près de 80 ans.



La fermeture de l'usine Vaillancourt, dans le quartier St-Malo, le 15 février 1980, a créé un impact social et économique dans la région de Québec. Les effets se font encore sentir: plus des deux tiers des travailleurs et travailleuses mis à pied à ce moment-là n'ont pu retrouver d'emplois. La plupart doivent survivre avec les maigres prestations d'aide sociale qu'ils reçoivent depuis la fin de leurs périodes d'assurance-chômage.

Vaillancourt profite de la crise

Pendant ce temps, les financiers du groupe Samson connaissent une expansion rapide. Dans toutes les régions avoisinantes, ils achètent boulangerie sur boulangerie, rapatrient les marques de commerce et les remplacent par des marques industrielles: Top-Toast, Diana, Samson, Vaillancourt.

La crise leur profite. Ils sont les plus gros et se permettent d'augmenter leur

marché en achetant les petites boulangeries au bord de la faillite. Le groupe Samson est aujourd'hui le troisième plus important producteur de pain au Québec.

Pourquoi, alors, l'usine du parc industriel de St-Malo demeure-t-elle inactive, inoccupée, alors que des machines et des fours sont toujours capables d'être remis en opération?

Qu'attend le groupe Samson pour redonner les emplois aux 70 travailleurs et travailleuses qui ont donné leur vie pour bâtir la réputation d'un pain, dont la marque de commerce est aujourd'hui véhiculée par des boulangeries extérieures?

Vaillancourt veut se débarrasser du syndicat

Il est impossible au syndicat CSN des employés de Vaillancourt de donner une réponse qui justifierait un tel geste des financiers du groupe Samson.

“Nous sommes convaincus, avoue le syndicat, que le groupe Samson ouvrirait l'usine demain matin s'il n'y avait pas de syndicat, car il est profondément anti-syndical, et refuse d'accepter les termes d'une convention collective négociée avec notre syndicat.”

La fermeture de l'usine de St-Malo est temporaire et la lutte que mènent les travailleurs et travailleuses pour retrouver leurs emplois doit déboucher sur la réouverture de cette usine.

“Nous sommes prêts à négocier un protocole de réouverture n'importe quand, affirme aujourd'hui le syndicat; si nous avons eu la patience d'attendre 27 mois le groupe Samson, il ne faudrait pas que ces aventuriers de la finance croient que cette patience des ouvriers soit devenue de la résignation.”

continuer à faire le vrai pain

C'est d'ailleurs dans cet esprit que les boulangers-ères ont décidé ces jours derniers de reprendre la production du “vrai” pain dont ils connaissent toujours la recette de qualité.

Capables d'en produire quelques centaines chaque semaine, les travailleuses en distribueront à compter de cette semaine, dans différentes épiceries de la région de Québec; ils en vendront également de porte à porte dans certains quartiers de la ville.

“La réputation de qualité de ce pain-là, nous l'avons faite et nous sommes toujours intéressés à la maintenir. Si nous produisons aujourd'hui, ce n'est pas pour concurrencer, mais pour garder en mémoire la recette d'un pain, fabriqué dans le respect des travailleuses qui le produisent.”

“Je veux travailler, essayer d'en sortir”

André Pruneau

“Le groupe Samson disait que la fermeture c'était pour des raisons économiques mais nous autres on sait que c'est à cause des relations de travail, que le boss considèrerait notre convention comme un minable morceau de papier et qu'il ne voulait pas d'un syndicat CSN.”

Sylvain Demers

“Ils ont fermé comme une multinationale peut le faire pour consolider leur expansion et passer dans les ligues majeures. Le groupe Samson est maintenant le troisième plus important producteur de pain du Québec.”

“Ils ont reçu, seulement l'an dernier, près d'un million et demi en subvention.”

“On ne se préoccupe jamais des travailleurs et des travailleuses grâce à qui les entreprises ont bâti des marchés. On ne se préoccupe que de la rentabilité économique.”

“Les gens comprennent de plus en plus que lorsque t'es en chômage, c'est la même chose pour celui qui a travaillé dans une entreprise québécoise ou étrangère.”

“En chômage, la déprime s'installe, les dévore, à la limite, il y en a qui vont jusqu'au suicide. C'est toute la complexité de ne pas pouvoir travailler pour vivre.”

“L'État ne se préoccupe que de la situation économique des entreprises au Québec, jamais des préoccupations économiques des travailleurs et des travailleuses.”

Gérard Coulombes

“Quand une entreprise privée ferme, on a toujours l'impression que c'est la fatalité. Mais nous autres, on s'est d'abord dit que ce ne serait par une fermeture “silencieuse”.”

“À force de critiquer contre ça, le grand public va comprendre et appuyer notre lutte.”

“On dirait que le gouvernement est complice.”

“Pour protéger quelques emplois, il va subventionner même s'il y a des congédiements.”

“Je veux travailler. Essayer d'en sortir.”

Gisèle Harvey

“C'est ma deuxième fermeture chez Vaillancourt. J'ai vécu la première, celle de la pâtisserie en 1972. Ils avaient fermé à la suite de moyens de pression des travailleurs et travailleuses et mis à pied plus de 250 d'entre nous.”

“Après 27 mois de fermeture, seulement 6 ou 7 des 110 mis à pied ont trouvé des emplois réguliers.”

“La réouverture est possible. On y croit. Le pain, c'est un produit élémentaire, essentiel.”

“C'est parfois plus difficile pour une femme parce qu'elle n'est pas considérée, elle, comme un gagne-pain. Mais ça ne marche plus de même. Il y a beaucoup de femmes sur le marché du travail. Dans les manufactures de production la plupart sont des femmes.”



congrès de la Métallurgie



S'ORGANISER FACE À LA CRISE ET AU CHÔMAGE

La participation au récent congrès de la Fédération des mines, de la métallurgie et des produits chimiques (rebaptisée Fédération de la métallurgie) a atteint un niveau inégalé depuis 1972. De l'avis du président, Pierre Dupont, cette forte participation s'explique surtout par le fait que "les membres sont de plus en plus avides d'information et souhaitent s'organiser face à la crise".

pour une plus grande implication

Parmi les amendements à la constitution, les quelque 220 délégués ont décidé d'inscrire un article qui vise à favoriser une meilleure participation des militants de syndicats locaux au travail de la fédération. Ainsi, plutôt que d'avoir recours à des salariés, la fédération favorise-

ra désormais la libération des militants et leur donnera une formation pour qu'ils puissent assumer plus de tâches à l'éducation, l'organisation ou à la négociation.

le droit au travail

Le thème du congrès "du travail pour tout le monde" reflétait bien les préoccupations des membres. Plus de 5,000 emplois ont été perdus dans le secteur depuis janvier '81. Les délégués ont d'ailleurs très apprécié le diaporama présenté sur le droit au travail et la pièce du Théâtre Parminou "Bonne crise Lucien".

Les délégués se sont penchés sur les moyens de limiter les conséquences du chômage. On y a adopté des résolutions qui visent à inciter les membres à refuser le temps supplémentaire ou encore, à négocier une nouvelle cédule de travail qui permettrait de réduire

de 40 à 37 1/3 heures la semaine travaillée. 80 emplois ont été créés à l'Alcan de Shawinigan après qu'un horaire 6/3 ait été négocié en '76. Toujours dans l'objectif de préserver des emplois, les délégués se sont également entendus pour forcer les employeurs à réduire les sous-contrats, surtout auprès d'entreprises non syndiquées.

Le programme fédéral de travail partagé a fait l'objet de débats animés. La fédération a surtout cherché à transmettre aux délégués l'information nécessaire pour être en mesure de juger de la valeur de ce programme. On a incité les membres à la prudence, en s'assurant que les avantages sociaux soient préservés avant d'adopter une telle formule.

un congrès mouvementé

Mais il n'y a pas que les débats qui ont été animés. Les délégués ont eu leur lot

d'émotions et de colère lorsqu'ils se sont rendus sur la ligne de piquetage devant le garage L.A. Robitaille à Victoriaville pour appuyer les 16 travailleurs en lock-out depuis le 27 octobre '81. Le propriétaire, un anti-syndical forcené, a accueilli les délégués avec une carabine 3030 et a fait feu dans les airs. Une plainte a été portée contre lui par la CSN. Heureusement, tout le monde s'en est tiré.

l'unité privé-public

Les élections ont permis d'amener deux nouvelles figures à l'exécutif. Philippe Tremblay du syndicat de Brown Boveri et Fiorino Bianco de Versatile Vickers qui sera responsable de la section des chantiers maritimes. Les autres membres de l'exécutif ont vu leur mandat renouvelé.

Le président de la centrale, Norbert Rodrigue s'est adressé aux délégués, de même que Sylvio Gagnon, Georges Cantin et Donatien Corriveau. Ce dernier a d'ailleurs fait appel à une plus grande unité des travailleurs des secteurs privé et public.

Cette unité s'est concrétisée lors de la manifestation à Québec, le 14 mai, dans le cadre de "la semaine de la relance à Marine Industries". Les membres de la Fédération de la métallurgie ont invité les délégués de la FAS, réunis en conseil fédéral à Québec, à se joindre à eux pour soutenir les travailleurs de Sorel.

la révolte des étudiant-e-s du secondaire

nouvelles csn a rencontré une étudiante d'une polyvalente montréalaise, Suzanne Arioli, leader des manifestations dans son école et membre du Comité des étudiants et étudiantes du secondaire de Montréal.

"Notre polyvalente, Émile-Nelligan, est sortie parmi les premières et a assuré un certain leadership dans le mouvement de grève. Très tôt, le comité a été mis sur pied, sur une base volontaire, pour coordonner l'action.

Notre grève et ce comité, pour nous, c'est le début d'un véritable conseil étudiant, non contrôlé par la direction des polyvalentes. Notre but, c'est d'avoir un véritable syndicat étudiant.

le 60%, un déclencheur

L'affaire du 60% de passage, ce ne fut qu'un déclencheur. Les étudiants et les étudiantes ne s'y opposent pas parce qu'ils ne sont pas capables d'obtenir cette note. Non, ils sont plutôt révoltés parce qu'ils sont parmi les

DÉVELOPPER UN NOUVEAU RAPPORT ENTRE JEUNES ET ADULTES

premières victimes de la crise économique: les écoles ferment, le nombre de professeurs diminue continuellement, la qualité de vie à l'école est différente selon que l'école est située dans un milieu pauvre ou dans un milieu riche.

Bref, la qualité de l'éducation diminue, la qualité du milieu de vie également.

nous apprendre à obéir

Dans les polyvalentes, nous vivons de 2,000 à 3,000 dans du ciment, sans fenêtre à ouvrir: c'est un milieu malsain et rien que l'organisation de l'horaire rend les cours plates.

Nous n'avons pas l'impression, d'ailleurs, que la polyvalente est faite pour étudier. Ceux qui ont mis ce système sur pied pensaient plus à nous apprendre à obéir. Ces adultes ont toujours voulu que nous nous écrasions et dans le mouvement spontané qui a amené les jeunes dans la rue, ceux qui dirigent les écoles et la société voudraient toujours que nous soyons écrasés, que nous restions écrasés. La police a saisi le message quand elle nous a matraqués; les journaux aussi, avec les textes à sensation qu'ils ont fait, insistant plus sur la bière que certains buvaient que sur nos revendications.

le ministre Laurin

Lorsque nous avons rencontré la secrétaire du ministre Laurin puis le ministre lui-même, nous avons fait face à beaucoup de paternalisme, genre "Le ministre aime les enfants..." ou "Oui, le système est pourri, rien n'est parfait...". Bref, nous avons eu l'impression de nous faire niaiser, pour l'image.

pour une meilleure communication entre jeunes et adultes

Ce qui manque, c'est une meilleure communication entre les jeunes et les adultes: les jeunes pensent que les adultes les détestent, les adultes pensent que les jeunes les haïssent. Ce n'est pas vrai. C'est pourquoi nous sommes bien contents de l'appui que la CEQ nous a apporté.

Il faut que nous développiions la solidarité entre les travailleur-euse-s et les étudiant-e-s. C'est ainsi que ça doit commencer."



Pour une pédagogie progressiste et populaire

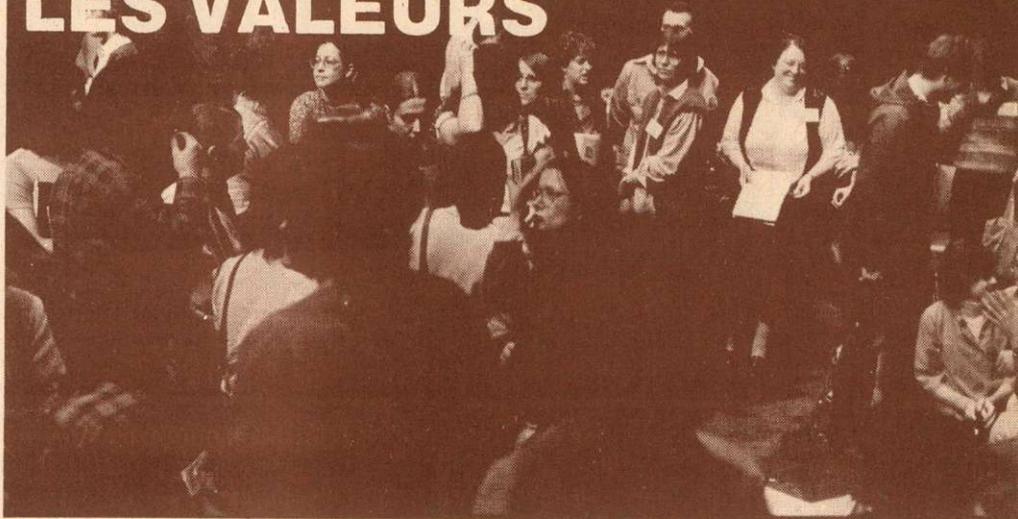
Dans notre beau système d'éducation, au lieu de régler les problèmes qui sont soulevés, on préfère plutôt régler le compte de ceux ou celles qui les soulevaient. Nous n'avons qu'à nous rappeler le groupe de recherche *La maîtresse d'école* de l'université de Montréal qui comme par hasard, n'a jamais vu son contrat renouvelé.

Les manifestations des étudiantes et des étudiants du secondaire ne sont que les effets du profond malaise qui gruge de l'intérieur notre système de l'éducation.

Avec tout le doigté et la largesse d'esprit que l'on connaît chez la majorité de nos principaux de polyvalente, c'est par la répression, l'appel aux forces policières et surtout, par la division (les bons sont en classe, les paresseux font la grève) que les jeunes sont gardés dans leurs classes, effrayés et traumatisés.

Dans le cadre d'une pédagogie moins progressiste, nous avons avec la révolte des étudiantes du secondaire, une belle chan-

POUR UNE ÉCOLE QUI QUESTIONNE LES VALEURS



ce de leur expliquer le sens du mot **solidarité**. Le retour dans nos écoles aux valeurs de droite, à la promotion, à l'étalage de la réussite, à la parade des plus méritant-e-s ne fait que remettre en évidence un système qui cautionne l'élitisme, qui entretient les écarts entre les classes pauvres et riches de notre

société. Les protestations des étudiants contre le 60% nous renvoient à cette image.

Une pédagogie de transformation sociale est celle qui prend en compte le vécu, les expériences des étudiants et des adultes pour promouvoir des valeurs d'égalité, d'entraide, etc. et qui tend aussi, à

identifier et à faire disparaître les rapports de pouvoir. Elle transmet aux étudiants et aux adultes des valeurs qui proviennent de leurs milieux. Nous attendons un enseignement plus près des travailleuses et des travailleurs ou de leurs enfants et qui refuse de cautionner le pouvoir d'une classe sur une autre.

un premier colloque couronné de succès

Les 7, 8 et 9 mai dernier à l'Université du Québec à Montréal avait lieu le premier colloque sur la Pédagogie progressiste et populaire sous le thème, **Pour une pédagogie de transformation sociale**.

On retrouve dans le comité organisateur des enseignantes/ts, de l'Université Laval, de la CEQ, des gens du Groupe de recherche *La Maîtresse d'école*, du Groupe de Pédagogie Progressiste du Bas-du-Fleuve, de l'ICEA, et du Service à la collectivité de

l'UQAM.

375 participantes et participants ont assisté à ce colloque. Des ateliers (plus d'une trentaine) avaient été organisés de façon à ce que chacun puisse participer à 4 ateliers et au moins 3 de milieux de pratique différents, c'est-à-dire populaire, syndical et scolaire.

Malgré le programme chargé, ce premier colloque aura permis à ses participantes et participants de se connaître et d'échanger sur leurs pratiques. Pour aller beaucoup plus loin, et

“pour briser l'isolement et favoriser l'échange entre les individus”, les participantes et participants au colloque se sont dotés d'une structure provisoire. Un Conseil de coordination élu qui a pour mandat de coordonner les informations, de produire un bulletin de liaison et d'organiser le prochain colloque. Des comités régionaux serviront à continuer les recherches et les discussions, à échanger sur les pratiques, à donner des sessions de formation pour ceux et celles qui en auront besoin.



10 mai

**JOURNÉE DU
SECTEUR PUBLIC**

La journée du 10 mai dans le secteur public a été marquée par des manifestations de toutes sortes.

Plus de 300,000 tracts ont été distribués aux usagers, aux autres travailleurs et travailleuses du secteur privé ainsi qu'à la population en général. De plus, du piquetage, des rencontres avec les patrons ou encore avec les députés avaient été organisés pour:

Dénoncer les coupures budgétaires et la dégradation des services publics.

Pour faire cesser l'obstruction à la libération des comités de négociations.

Pour dénoncer la proposition du gouvernement de geler les salaires et de modifier unilatéralement les régimes de retraite des syndiqués du secteur public.



L'intersyndicale du Cégep Lionel Groulx est allée manifester devant les bureaux du député du comté de Groulx, Élie Fallu.



Dans le cadre de la journée du 10 mai, l'intersyndicale a tenu un encan à partir des objets personnels appartenant "aux boss locaux" pour éponger le déficit budgétaire provenant d'une mauvaise gestion financière.



Les usagers et les travailleuses et travailleurs du réseau de garderies ont profité de la journée du 10 mai pour souligner à Pauline Marois l'inertie du gouvernement dans ce dossier et l'urgence pour les femmes d'avoir des garderies.



Samedi le 8 mai, lors de son assemblée générale, le syndicat des professionnels des affaires sociales (SPASQ-FPSCQ) a tenu un vote sur la proposition du CCNSP concernant la réponse syndicale à l'offre du gouvernement de geler les salaires. 150 travailleurs et travailleuses étaient présents à cette assemblée. Le vote en faveur de la proposition du CCNSP a été largement majoritaire.

nous sommes prêts à négocier

Les représentants des travailleurs et travailleuses du secteur public des trois centrales CSN-FTQ-CEQ ont déposé, lundi dernier aux négociateurs du gouvernement du Québec, la proposition de commencer dès le début juin les négociations des prochaines conventions collectives dans le secteur public.

Cette proposition fait suite au rejet unanime de l'ultimatum du gouvernement du Québec de geler unilatéralement les salaires dans le secteur public à partir du 1er juillet 1982, ou de procéder à 17,430 mises à pied à partir du 1er janvier 1983 en plus de geler les salaires pendant toute l'année 1983.

Les travailleurs et travailleuses du secteur public, après une consultation large menée à l'intérieur des trois centrales, ont rejeté massivement l'ultimatum du gouvernement, comme l'avaient fait préalablement les présidents et les coordonnateurs des négociations du secteur public des trois centrales.

Face au gouvernement qui tente, par son ultimatum, de nier le principe même de la négociation, et le respect de sa signature au terme d'une convention négociée et signée, les travailleurs et travailleuses du secteur public ont répondu

fermement qu'ils entendent respecter, et qu'ils entendent voir respecter par le gouvernement, les principes habituels du règlement de leurs conditions de vie et de travail par voie de négociation. Les travailleurs et travailleuses du secteur public ont adopté une proposition syndicale commune selon laquelle la négociation des prochaines conventions collectives dans le secteur public pourra débuter dès le début de juin, ceci en autant que le gouvernement du Québec s'engage à son tour à débiter les négociations au même moment, à ne poser aucun geste unilatéral, et à respecter le régime habituel des négociations dans les secteurs public et para-public, particulièrement en ce qui concerne la négociation des régimes de retraite et la libération des comités de négociation.

Le fait de commencer la négociation des prochaines conventions collectives plusieurs mois avant le calendrier normal dans le cadre des négociations dans le secteur public, ne pourrait en aucun cas conduire à des négociations précipitées. Elles devront tenir compte de la démocratie syndicale et du respect des décisions de tous les travailleurs et travailleuses.

En effet, le fait d'avancer les négociations implique un effort important de la part des différentes instances syndicales des secteurs publics des trois centrales, effort qu'elles sont prêtes à consentir. Mais en aucun cas, il ne saurait être question de bousculer les différentes instances et de modifier le prin-

cipe selon lequel toute décision concernant les conventions collectives appartient aux assemblées syndicales.

La proposition commune des travailleurs et travailleuses du secteur public CSN-FTQ-CEQ est la suivante:

PRÉREQUIS

- Que le gouvernement s'engage à ne pas modifier unilatéralement les conventions collectives négociées et signées par les parties, incluant les salaires prévus à ces conventions;
- Que le gouvernement accepte de commencer à compter du début juin 1982 la négociation des prochaines conventions collectives;
- Que le gouvernement s'engage à ne pas modifier unilatéralement et à négocier les régimes de retraite de la même façon qu'ils l'ont été dans le passé;
- Que le gouvernement libère avec solde et sans remboursement par la partie syndicale les comités de négociation.

PROPOSITION

- Que la négociation des prochaines conventions collectives commence au début de juin 1982 et que les offres du gouvernement soient déposées au même moment que nos demandes;
- Que la négociation se déroule dans le respect des instances syndicales;
- Que l'on favorise la négociation des priorités tout en s'assurant du maintien des acquis des conventions collectives actuelles;
- Que seule l'acceptation par les assemblées syndicales des prochaines conventions collectives négociées y compris l'acceptation d'une recommandation quant à la date de leur entrée en vigueur puisse mettre fin aux conventions collectives actuelles;
- Que le gouvernement s'engage à inclure les établissements privés d'enseignement dans le régime de négociation du secteur public et para-public.

DERNIÈRE SESSION DE FORMATION DU CCNSP À MONTRÉAL

Jeudi et vendredi derniers à Montréal se tenait la dernière session de formation des responsables locaux à l'action et à l'information, dans le cadre de la préparation des prochaines négociations du secteur public.

Cette tournée provinciale a permis de rencontrer environ 700 travailleurs et travailleuses provenant des 600 syndicats du secteur public affiliés à la CSN.

Les principaux objectifs pour les responsables locaux à l'action et à l'information sont de coordonner les actions et les informations relatives à la négociation et de s'assurer que les membres seront bien informés de ce qui se passera aux différentes tables de négociation.

De plus, leur tâche sera de faire connaître dans l'ensemble des régions du Québec, la situation réelle dans les institutions de santé et de l'enseignement, particulièrement en ce qui a trait aux coupures de postes et à la détérioration des services à la population.

Les comités régionaux de mobilisation sont maintenant officiellement en marche.



Les plénières n'ont pas manqué d'intérêt. Tout le monde était très attentif aux conclusions sur les discussions en atelier.



Colette Boudria et Marcel Benoît animaient un atelier lors de la dernière session de formation du CCNSP à Montréal. Ces ateliers ont permis aux participantes et participants de confronter leurs idées et d'échanger leurs réflexions sur la situation actuelle dans le secteur public.

DES SERVICES PUBLICS EN PÉRIL

35 MILLIONS DE COUPURES À LA CECM, 870 ABOLITIONS DE POSTES, DONT 300 DANS LE PERSONNEL DE SOUTIEN.

La direction de la Commission des écoles catholiques de Montréal a soumis dernièrement aux syndicats de soutien — trois syndicats affiliés à la CSN aux enseignants et professionnels affiliés à la CEQ, son plan de dégradation des services qu'elle entend appliquer au cours de la prochaine année; 35 millions de coupures, 870 abolitions, 11 fermetures d'école, abandon de certains programmes.

Pour le seul secteur de soutien, cela représente des coupures de l'ordre de 10%, soit près de 300 abolitions de postes.

coupages aveugles

Lors d'une rencontre avec les différents syndicats CSN, la partie patronale a clairement avoué que les nouveaux plans d'effectifs et les coupures budgétaires ont été pensés en fonction de la seule règle mathématique. Pour la CECM, l'abolition de suffisamment de postes et de services doit correspondre au chiffre de 35 millions \$. La qualité des services et l'effet désastreux de ces coupures aveugles ont été relégués aux oubliettes.

Dans le détail, les coupures se traduisent par l'abolition de 50 postes de techniciens, 127 postes administratifs (bureau), 18 postes de métiers, 26 aide-concierges, 18 concierges, 50 postes aux cafétérias.

des effets directs sur la population

La disparition de quelque 300 postes de soutien auxquels il faut ajouter la fermeture de 11 écoles et autres coupures auront des conséquences directes sur les usagers et la population.

Les coupures à l'entretien (réparation, ménage, cafétéria) auront sans doute des effets catastrophiques. Quant aux coupures chez les techniciens-ciennes cela signifie

des bibliothèques sans personnel qualifié, des laboratoires sans encadrement ou carrément abandonnés, la détérioration du matériel, des retards dans l'envoi des bulletins scolaires et un moins grand contrôle de l'absentéisme étudiant.

des situations inquiétantes

La dégradation des services à la CECM devrait en inquiéter plus d'un, selon les syndicats. Les seules questions de la sécurité des usagers et de l'absentéisme étudiant sont des motifs suffisamment sérieux pour éveiller la population à l'importance du travail effectué quotidiennement par les travailleurs et les travailleuses de soutien.

Pour ne citer que quelques exemples, actuellement certains techniciens et techniciennes en laboratoire doivent s'occuper de plusieurs laboratoires à la fois, sur plusieurs étages. Dans ces conditions, il est impossible d'assurer l'encadrement nécessaire aux étudiants qui y travaillent.

Les risques d'accidents sont importants faute de personnes-ressources. D'autre part, suite aux coupures à la CECM, des laboratoires sont carrément abandonnés et des matières dangereuses qui y sont toujours entreposées risquent à tout moment de provoquer des accidents.

Du côté des employés de bureau, personnels administratifs, mis à part leur travail clérical, une partie non négligeable de leur temps est consacrée au contrôle de l'absentéisme étudiant. Très souvent, ils doivent communiquer avec les parents pour les informer de différents problèmes. Or, ce travail ne se limite pas au seul coup de téléphone. On peut s'imaginer facilement ce qui peut se passer quand un parent reçoit un appel de l'école à propos de son enfant. Dans une com-

mission scolaire les employés de bureau sont en quelque sorte le lien entre l'école, les enfants et leurs parents.

En fait, quotidiennement, les travailleurs et travailleuses de soutien viennent en appui à toutes les composantes de la commission scolaire pour que l'enseignement soit de qualité dans un milieu viable.

Or, toutes ces considérations n'ont même pas effleuré l'esprit des administrateurs. La population a mis pendant près de deux décennies tellement d'énergie, de sacrifices pour avoir des services publics de qualité que ni la CECM, ni le Gouvernement n'ont le droit de les mettre en péril comme ils le font présentement.

Le 10 mai dernier, 400 travailleurs et travailleuses ont manifesté leur indignation en dressant une ligne de piquetage symbolique devant le centre administratif de la CECM. Prochainement les négociations du secteur public s'amorceront. L'amélioration de nos conditions de travail et le maintien des services publics seront des thèmes déterminants.



...petites nouvelles...



les négociations traînent chez Péladeau

Le syndicat des employés des publications Québécois a déclenché une journée d'étude le 12 mai pour protester contre la lenteur des négociations.

Les secrétaires, les maquettistes, les journalistes et les photographes des hebdomadaires appartenant à Pierre Péladeau (Écho-Vedettes, Photo-Vedettes, Nouvelles Illustrées, le Grand Journal illustré et TéléRadiomonde) sont sans convention depuis près d'un an.

Les syndiqués, qui avaient tenu une journée d'étude en avril, exigent l'accélération des négociations qui achoppent notamment sur le régime d'affectation, la sécurité d'emploi, le travail donné à sous-trait et les salaires.

• • •

Lac St-Jean: les offres des Caisses Pop rejetées à l'unanimité

Les 300 travailleuses et travailleurs de 40 Caisses Populaires du Lac St-Jean ont rejeté à l'unanimité les dernières offres de la Fédération des Caisses Populaires du Lac St-Jean.

La convention collective de ces salarié(e)s est échue depuis le 31 décembre der-

nier et les administrateurs des Caisses Populaires du Lac St-Jean n'ont offert aucun changement significatif sur des clauses importantes comme l'ancienneté, la mise à pied, et la sécurité d'emploi relative en cas de changements technologiques.

Réunis en assemblée générale, ces employé(e)s ont voté des moyens de pression, à l'exception de la grève.



Au 7 mai, la CSN comptait 1,464 travailleurs(euses) impliqués dans 22 grèves.

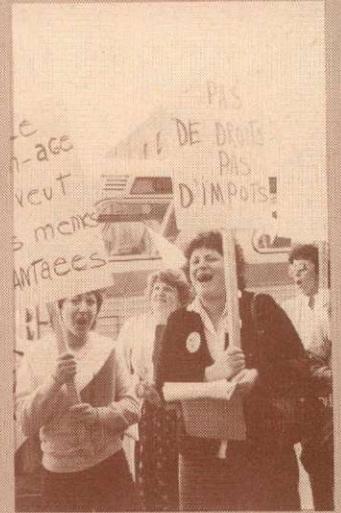
le monde à pourboire en colère

«C'est en chantant, Trudeau, Lévesque, Parizeau, MacEachen, les factures c'est à votre tour, on veut nos droits en retour» que les travailleurs et les travailleuses à pourboire, syndiqué(e)s et non syndiqué(e)s, ont manifesté aux gouvernements fédéral et provincial qu'ils refusaient d'être les victimes de déficits budgétaires et de la crise économique.

Le 10 mai, les employé(e)s d'hôtels, de restaurants, de bars, de brasseries, etc... en ont profité pour remettre deux mémoires aux administrations fédérale et provinciale. Ces documents reprennent leurs revendications principales, comme la cessation

des poursuites contre les travailleurs et travailleuses à pourboire, l'obtention des mêmes droits que l'ensemble des salarié(e)s au Canada et au Québec, etc...

Au début du mois de juin, l'Association des gens à pourboire, le regroupement des syndiqué(e)s et non-syndiqué(e)s de l'hôtellerie et de la restauration, organisera une journée d'étude sur la situation des salarié(e)s de ce secteur. Cette journée d'ailleurs se clôturera par une immense fête.



Ackweld: la grève se poursuit

Le 12 mai, les travailleurs d'Arckweld, en grève depuis le 26 février '82, rejetaient à 62% le rapport du conciliateur dans le conflit.

Pour les 107 grévistes de cette usine de fabrication de matériel pour la soudure, l'enjeu du conflit réside dans les hausses de salaires. Le patron offre des hausses de \$1.05 la première année et \$1.00 la deuxième, sans indexation. Le rapport du conciliateur proposait 20 cents de plus par année que l'offre patronale.

Les travailleurs demandent un rattrapage pour la perte de pouvoir d'achat évaluée à \$1.05 depuis 1978, des hausses de salaire décernées et une formule d'indexation.

Le mardi 11 mai, une centaine de grévistes de la région de Montréal (Holiday Maintenance, la Caisse Pop des employés municipaux, Surentec, Cambridge Lease & Hold, et A.M.D.) sont allés manifester leur appui sur les lignes de piquetage des travailleurs d'Arckweld.



...petites nouvelles...



instances

Gérald Larose candidat à la présidence de la CSN

Lors de la tournée pré-congrès de l'exécutif à Montréal, Gérald Larose a annoncé sa décision en ces termes: "Compte tenu du contexte interne et externe de la CSN et après avoir longuement réfléchi avec des militants et des militantes, je me suis finalement rendu à la décision d'accepter d'être mis en candidature au poste de président de la CSN."

Président du Conseil central de Montréal depuis 1979, Gérald Larose était depuis 1976 responsable à l'information du même conseil. Militant actif de son syndicat, le syndicat des travailleurs et travailleuses du C.L.S.C. Hoche-laga-Maisonnette, il y a assumé pendant plusieurs années les fonctions de vice-président et de président. Il a également été président du comité provincial des CLSC.

Âgé de 36 ans, Gérald Larose est originaire de l'Estrie.



divers

pour exercer le droit aux vacances

Depuis un siècle, des luttes importantes ont été menées pour que les travailleurs et travailleuses aient droit aux vacances et aux loisirs (réduction du temps de travail, quatre semaines de congés payés, développement d'équipements collectifs, accessibilité aux lacs et aux rivières). Mais la majorité ne peut exercer réellement son droit aux vacances, faute d'argent. Pour y arriver, il faudrait que se développent, entre autres, des mesures comme le pécule de vacances (13e mois), des chèques-vacances ou des villages-vacances à la disposition des travailleurs et des travailleuses.

Même si le secteur du tourisme social est peu développé au Québec, il existe des expériences populaires intéressantes de tourisme: bases de plein air, auberges de jeunesse, campings, camps familiaux, etc.

Le secrétariat des organismes de loisirs du Québec peut vous aider à organiser vos vacances dans la forme et la région qui vous intéressent.

Pour plus de renseignements: (514) 374-4700.



condition féminine

manif contre la porno

Le regroupement féministe contre la pornographie, une coalition de groupes de femmes et d'hommes opposés à la pornographie sous toutes ses formes (films, vidéos, revues, etc.) organise une manifestation le 22 mai à Montréal.

Par ce geste, le regroupement vise surtout à tenter de stopper la légalisation du "hard core" et des salles "X" qu'étudie présentement le gouvernement de Québec. Le "hard core" c'est la représentation pornographique "dure" et explicite dont la violence sexuelle à l'endroit des femmes et des enfants n'est pas simulée mais réelle. Les films "hard core" seraient diffusés dans les salles "X", jusqu'ici interdites au Québec. Une commission d'étude mandatée par le ministère des Communications proposerait, dans son rapport qui sera déposé en juillet, la légalisation de ces salles.

Pour le regroupement, la pornographie est avant tout un "outil de propagande définissant les femmes comme des objets sexuels, des masochistes qui ne trouvent leur plaisir que dans la douleur. Cette caricature mensongère alimente le mépris envers les femmes, justifiant la misogynie et enfonçant les femmes

dans l'humiliation et la honte..."

Le regroupement invite également les travailleurs(euses) à poursuivre le boycottage du cinéma Outremont et ce, jusqu'à la fermeture du cinéma X de Roland Smith, propriétaire de l'Outremont.

La manifestation partira du Carré St-Louis, le 22 mai à 14 heures.

Pour plus d'informations: Ève: 842-6752 ou Lyn 598-9889.



culture

"l'hiver est à vous, le printemps, à nous"

Pendant les longues semaines où le peuple polonais a été réduit au silence après le coup d'État du Général Jaruzelski, les murs de Varsovie et de Gdansk ont été parés de cette inscription: "L'hiver est à vous, le printemps nous appartient". C'est d'ailleurs ce que les récents événements autour du Premier mai ont commencé à démontrer.

C'est également le titre d'une pièce de théâtre qui est présentée depuis la fin avril à Montréal. La pièce retrace l'histoire de la Pologne, "200 ans de lutte pour l'indépendance", pour être "maître de sa propre destinée" selon les termes de Lech Walesa.

Les représentations se terminent le 30 mai au Club des Marins, 165 Place d'Youville, coin Place Royale.

Multiplions les pressions sur le gouvernement canadien

Un appel unanime à l'isolement complet du régime raciste sud-africain sur les plans économique, politique et social: telle fut la principale conclusion à laquelle sont arrivés les 418 délégués inscrits à la Conférence canadienne de solidarité avec les luttes de libération des peuples de l'Afrique australe, tenue à Ottawa du 7 au 9 mai dernier. La CSN était parmi de nombreuses autres organisations syndicales québécoises et canadiennes à envoyer des représentants à cette conférence, qui fut présidée conjointement par Robert Gaulin, président de la CEQ, et l'ex-député fédéral, David MacDonald. Des délégations importantes de deux mouvements de libération — le Congrès national d'Afrique du Sud (ANC) et l'Organisation du peuple sud-ouest africain (SWAPO de la Namibie) — étaient également présentes.

Les participants à la Conférence ont convenu de reconnaître que le régime sud-africain qui pratique la politique éhontée de l'apartheid à l'égard de la majorité noire (i.e. ni droit de vote, ni droit de résidence, emploi et syndicalisation sévèrement contraints) et qui occupe illégalement le territoire national de la Namibie, ne pourrait survivre sans l'appui tacite des gouvernements occidentaux et des sociétés multinationales. Ainsi, on a conclu qu'il fallait multiplier les pressions sur le gouvernement canadien pour que celui-ci impose

ISOLONS L'AFRIQUE DU SUD



des sanctions contre l'Afrique du Sud raciste, en conformité avec les résolutions votées par l'ONU, et notamment, qu'il interdise aux corporations canadiennes d'investir en Afrique du Sud et en Namibie. On sait que jusqu'ici, le Canada s'est rangé du côté d'une minorité de puissances occidentales, les États-Unis en tête, qui refuse toute mesure coercitive pour forcer le régime sud-africain à mettre fin à l'apartheid et à se retirer de la Namibie.

organiser des campagnes d'appui

En reconnaissant qu'on ne pourra compter sur une modification de la politique canadienne à l'égard de l'Afrique du Sud sans que cela vienne après des pressions de larges secteurs de la population canadienne, les participants à la Conférence de solidarité ont mis l'accent sur l'organisation de campagnes d'appui concret aux luttes de libération. De nombreux intervenants, aussi bien canadiens que ceux représentant les mouvements sud-africains et namibiens, ont souligné le rôle-clé que

jouent les organisations syndicales dans une campagne d'appui.

de nombreuses compagnies canadiennes impliquées

Plusieurs milliers de travailleurs-euses syndiqué-es québécois et canadiens travaillent pour des compagnies multinationales qui investissent directement en Afrique du Sud et Namibie pour profiter des très bas salaires que leur fournit le régime d'apartheid. Alcan, Falconbridge, Ford, Fer et titane du Québec (QIT), Massey-Ferguson et Weston sont parmi les compagnies avec des investissements en Afrique du Sud et certaines d'entre elles, notamment l'Alcan, sont engagées dans la production de matériel militaire utilisé pour réprimer les populations noires. Les travailleurs de ces entreprises sont évidemment bien placés pour initier et participer à des campagnes pour forcer leur employeur à retirer leurs investissements de l'Afrique du Sud et de la Namibie.

L'ensemble du mouvement syndical peut égale-

ment organiser des campagnes d'embargo, pour boycotter la manutention de marchandises allant vers ou venant d'Afrique du Sud. La promotion de programmes syndicaux d'éducation sur la situation des travailleurs en Afrique du Sud et en Namibie et un appui aux centrales syndicales SACTU (en Afrique du Sud) et NUNW (en Namibie) furent également discutés comme moyens d'action à être adoptés par les centrales syndicales canadiennes et québécoises.

les mêmes intérêts de classe

Ce fut sur le mot d'ordre de "solidarité" que les plans d'action ont été élaborés, les intervenants canadiens et africains soulignant que c'est sur la base de nos intérêts de classe communs qu'il faut combattre le régime raciste sud-africain, dont le soutien vient des mêmes intérêts économiques qui exploitent les travailleurs au Canada. On constate que la négation de droits politiques et syndicaux aux travailleurs noirs sud-africains et namibiens explique les profits élevés gagnés par les sociétés étrangères qui y investissent et que l'investissement canadien en Afrique du Sud constitue en effet l'exportation d'emplois canadiens.

La similarité des luttes au Canada et en Afrique australe a également été signalée par les représentants de la Fraternité nationale indienne et de la Nation Déné. Les Amérindiens, dans des interventions très remarquées, ont signalé qu'ils se battent, tout comme les confrères noirs en Afrique australe, pour la décolonisation de leurs territoires au Canada et le droit à l'autodétermination.